

Copie à:

Monsieur l'Ambassadeur Iselin
 Direction politique I
 Monsieur Clerc
 Monsieur Zwahlen
 Monsieur Pfister
 Mademoiselle Mathys (2 ex.)

L 12. Dez. 78 18

s.C.41.Cuba.111.0.-DIS/dem Berne, le 11 décembre 1978

Note au Chef du Département

Prorogation de notre accord commercial avec Cuba

Les services intéressés du Département n'ont pas d'objections à formuler à l'égard de la proposition du DFEP au Conseil fédéral concernant la prorogation d'une année de notre accord de commerce avec Cuba.

Bien que cet accord, conclu en 1954, n'offre plus guère d'avantages pratiques depuis que Cuba a une économie centralisée, il demeure néanmoins l'instrument institutionnel dans le cadre duquel se déroulent nos relations commerciales bilatérales.

Durant la période 1970/77, nos exportations vers Cuba ont chiffré en moyenne 46 millions de francs par an. Elles ont atteint 62,4 mio de fr. en 1977. Quant à nos importations de ce pays, la moyenne annuelle a été de l'ordre de 12 millions de francs (1977: 19,1 mio de fr.).

Pour notre industrie chimique, Cuba n'est pas un marché intéressant. in-

Sulzer est en pourparlers avec les Cubains pour la livraison d'une usine de furfurel, dont le coût s'élève à plus de 25 millions de francs. La même entreprise les dotera d'un important stock de pièces de rechange de moteurs Diesel pour bateaux.

./.

La maison Weitnauer à Bâle approvisionne en articles et produits divers des magasins de tourisme. Une première commande pour 1,2 million de francs a été exécutée au début de cette année.

Notre Coopération technique entretient sur l'île un projet horloger, plutôt modeste, pour la formation de réparateurs de montres. La DDA s'intéresse à un projet de coopération plus substantiel qui prévoit la fourniture de matériel spécialisé à des laboratoires d'écoles secondaires cubaines.

Du point de vue politique, la reconduction de l'accord de commerce est en outre souhaitable en ce qui concerne la position de notre ambassade à La Havane, compte tenu des tâches qu'elle continue d'assumer en matière de représentation d'intérêts étrangers (Brésil, Equateur, Guatemala, Honduras et Etats-Unis d'Amérique, ces derniers constituant cependant un cas spécial en raison de la présence à La Havane d'une section des intérêts américains qui est largement autonome).

Service économique et financier

(Zwahlen)